



---

**Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique**

**Soixante-dixième session**

Bangkok, 4-8 août 2014 (Phase II)

Point 2 e) de l'ordre du jour provisoire\*

**Organe spécial pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les pays insulaires en développement du Pacifique: Perspectives des pays les moins avancés et des pays en développement sans littoral de l'Asie et du Pacifique et des pays insulaires en développement du Pacifique dans le contexte du programme de développement pour l'après-2015**

**Perspectives des pays les moins avancés et des pays en développement sans littoral de l'Asie et du Pacifique et des pays insulaires en développement du Pacifique dans le contexte du programme de développement pour l'après-2015**

**Note du secrétariat**

*Résumé*

Alors que l'année 2015 approche, la communauté mondiale a commencé à élaborer un nouveau programme pour le développement. Même si de nombreux pays de la région Asie-Pacifique ont fait des progrès importants dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral de la région et les pays insulaires en développement du Pacifique ont continué de se heurter à des difficultés considérables dans la réalisation de ces Objectifs. Consciente de la nécessité de poursuivre les efforts de développement internationaux et de répondre aux nouveaux besoins en matière de développement à l'échelle mondiale, l'Organisation des Nations Unies a lancé un processus mondial de consultation en vue de définir un nouveau programme mondial de développement pour l'après-2015. À l'échelon régional, plusieurs mécanismes de consultation ont aussi été engagés, y compris celui qui a été mené dans le cadre du partenariat régional entre la CESAP, la Banque asiatique de développement (BASD) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.

Le présent document donne un bref aperçu des progrès réalisés par les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les pays insulaires en développement du Pacifique, ainsi que des difficultés auxquelles ils se sont heurtés pour chercher à réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement. Il fournit aussi un instantané des mécanismes de consultation qui sont actuellement en cours aux niveaux mondial et régional en vue de définir le programme de développement pour l'après-2015 et de préciser quels devraient être les objectifs de développement durable. On trouvera aussi dans le présent document un résumé des perspectives de la région dans son ensemble, ainsi que celles des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des pays insulaires en développement du Pacifique.

---

\* E/ESCAP/70/L.1/Rev.1.

## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction.....	2
II. Résultats obtenus par les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les pays insulaires en développement du Pacifique.....	3
III. Aller de l'avant: processus de consultation et résultats aux niveaux mondial et régional.....	9
A. Le processus mondial .....	9
B. Le processus de consultation régionale pour l'Asie et le Pacifique, y compris les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les pays insulaires en développement du Pacifique.....	11
IV. Les consultations régionales et les grandes priorités de développement des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des pays insulaires en développement du Pacifique.....	13
A. Objectifs globaux et principes généraux.....	14
B. Priorités pour le programme de développement pour l'après-2015.....	15
V. Partenariats internationaux et régionaux pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les pays insulaires en développement du Pacifique .....	22
VI. Conclusions .....	23
<b>Tableaux</b>	
1. Quelques caractéristiques de base des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des pays insulaires en développement du Pacifique .....	5
2. Progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement dans une sélection de pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et pays insulaires en développement du Pacifique.....	6
<b>Figures</b>	
1. Importations en franchise de droits dans les marchés des pays développés, par différents groupes de pays.....	8
2. Part des femmes dans l'emploi salarié non agricole dans certains pays les moins avancés, 2011 .....	18

## I. Introduction

1. Alors que l'année 2015 arrive à grands pas, il est devenu urgent d'élaborer un programme de développement qui prenne la suite des Objectifs du Millénaire pour le développement. Les Objectifs du Millénaire pour le développement ont galvanisé la communauté internationale – les pays en développement comme les pays développés – pour qu'elle tente d'atteindre un ensemble d'objectifs de développement de base en vue de réduire la pauvreté, d'améliorer le développement humain et de répondre à des préoccupations communes en matière d'environnement. Certes, les Objectifs du Millénaire pour le développement ont des insuffisances, mais ils ont débouché sur des résultats probants dans la région Asie-Pacifique. L'objectif international visant à réduire de moitié l'extrême pauvreté entre 1990 et 2015 a déjà été atteint dans la région. Presque tous les enfants d'âge scolaire de la

région – garçons comme filles – seront également scolarisés. La parité dans les taux d'inscription des garçons et des filles a déjà été atteinte dans l'enseignement primaire et secondaire, ainsi que dans l'enseignement supérieur. Les cibles en matière d'accès à l'eau salubre ont été atteintes et les principales maladies, comme la tuberculose, le paludisme et le VIH/sida, ont été en grande partie endiguées.

2. Pourtant, d'autres grands défis que les Objectifs du Millénaire pour le développement espéraient relever doivent encore être surmontés. Si le taux de pauvreté a été sensiblement réduit, il reste un grand nombre de pauvres dans de nombreux pays de la région Asie-Pacifique et les progrès pour réduire la faim et la malnutrition ont été lents. Même si les cibles en matière de scolarisation ont été atteintes, la qualité de l'enseignement reste généralement très faible. Les progrès dans le secteur de la santé ont été particulièrement décevants, avec des taux de mortalité infantile d'un niveau inacceptable. Malgré de grandes avancées dans la science et la médecine, environ 100 000 femmes meurent encore chaque année dans la région Asie-Pacifique de complications liées à l'accouchement. Les progrès concernant la fourniture d'assainissement de base aux ménages restent insatisfaisants. La prestation de services de base dans les zones urbaines n'a pas suivi le rythme de l'urbanisation rapide. Par ailleurs, la couverture forestière a décliné alors que les émissions de dioxyde de carbone ont augmenté dans un certain nombre de pays.

3. Par conséquent, si les progrès dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement ont été mitigés à l'échelle de l'ensemble de la région, ils ont été en général bien moins satisfaisants pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral de la région et les pays insulaires en développement du Pacifique. Ainsi, les succès que la région a enregistrés dans la réalisation de nombreux Objectifs du Millénaire pour le développement n'ont pas été reproduits dans l'ensemble formé par ces trois groupes: outre les résultats médiocres de la région dans son ensemble en matière de santé maternelle et infantile, de nombreux pays parmi les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les pays insulaires en développement du Pacifique sont aussi à la traîne quand il s'agit de fournir un enseignement primaire de qualité pour tous – plusieurs d'entre eux risquent de ne pas atteindre les cibles relatives à la scolarisation primaire ou au taux d'achèvement des études primaires. Il est aussi probable qu'ils ratent la cible de la parité dans l'enseignement supérieur. Pourtant, l'élan donné au développement par le biais des Objectifs du Millénaire pour le développement a débouché sur de grandes améliorations dans ces pays. Il convient donc de considérer que les Objectifs du Millénaire pour le développement ont été particulièrement bénéfiques pour parvenir à des améliorations de la sorte. Un tel élan sera perdu si l'on ne met pas en place rapidement un nouveau programme d'action et d'aide internationales après 2015, c'est-à-dire après la date butoir fixée pour les Objectifs du Millénaire pour le développement.

## **II. Résultats obtenus par les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les pays insulaires en développement du Pacifique**

4. Les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral de la région et les pays insulaires en développement du Pacifique sont très différents en termes de population et de taille (voir le tableau 1). Dans cette optique, les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les pays insulaires en développement du Pacifique ont fait, en général, des

avancées non négligeables dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, mais leurs résultats, selon les données du partenariat régional entre la CESAP, la Banque asiatique de développement (BASD) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, ne sont pas encore satisfaisants<sup>1</sup>.

5. Les résultats obtenus par ce groupe de pays de la région Asie-Pacifique s'agissant des indicateurs de l'Objectif 1 sur l'élimination de l'extrême pauvreté et la faim ont été, dans l'ensemble, satisfaisants. En effet, ce groupe de pays est dans les délais quant à la réduction de moitié de la pauvreté (voir le tableau 2). En général, les États insulaires du Pacifique n'ont pas de systèmes pour évaluer l'évolution de la pauvreté, de sorte que les données sur cet indicateur sont inexistantes pour ce sous-groupe. Dans le cas du Bangladesh – le plus grand pays le moins avancé de la région Asie-Pacifique –, lequel a réduit l'incidence de la pauvreté de 70,2 % en 1992 à 43,2 % en 2010, des progrès considérables ont été réalisés et si l'objectif de 35 % n'est pas atteint, il aura été manqué de peu. Pourtant, quand il s'agit de l'indicateur sur la prévalence de l'insuffisance pondérale des enfants, la plupart des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des pays insulaires en développement du Pacifique qui disposent de données sont en retard, excepté l'Afghanistan et le Bangladesh. Les résultats obtenus par ces deux pays permettront à l'ensemble du groupe des pays les moins avancés d'atteindre cet objectif. Dans le cas du Timor-Leste et de Vanuatu, les données indiquent que ces pays sont en recul.

---

<sup>1</sup> Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, Banque asiatique de développement et Programme des Nations Unies pour le développement, *Asia-Pacific Aspirations: Perspectives for a Post-2015 Development Agenda. Asia-Pacific Regional MDGs Report 2012/13* (Bangkok, 2013). Disponible à l'adresse: [www.undp.org/content/rbap/en/home/library/mdg/asia-pacific-mdg-2012-2013](http://www.undp.org/content/rbap/en/home/library/mdg/asia-pacific-mdg-2012-2013).

Tableau 1

**Quelques caractéristiques de base des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des pays insulaires en développement du Pacifique**

Pays	Pays les moins avancés	Pays en développement sans littoral	Pays insulaires en développement du Pacifique	Superficie <sup>a</sup> (en milliers de kilomètres carrés)	Population (en millions)	PIB (en dollars constants de 2005 des États-Unis, par habitant)	Indice de développement humain en 2012 <sup>b</sup>
Afghanistan	✓	✓		652,23	29,83	401	0,37
Arménie		✓		28,48	2,97	2 237	0,73
Azerbaïdjan		✓		82,66	9,31	3 051	0,73
Bangladesh	✓			130,17	154,70	648	0,52
Bhoutan	✓	✓		38,39	0,74	1 972	0,54
Cambodge	✓			176,52	14,87	672	0,54
Fidji			✓	18,27	0,88	3 573	0,70
Îles Cook			✓	0,00	0,02	9 174	-
Îles Marshall			✓	0,18	0,05	2 938	-
Îles Salomon	✓		✓	27,99	0,55	1 095	0,53
Kirghizistan		✓		191,80	5,47	586	0,62
Kiribati	✓		✓	0,81	0,10	1 169	0,63
Mongolie		✓		1 553,56	2,80	1 630	0,68
Myanmar	✓			653,29	52,80	433	0,50
Népal	✓	✓		143,35	27,47	406	0,46
Ouzbékistan		✓		425,40	28,54	881	0,65
Papouasie-Nouvelle-Guinée			✓	452,86	7,17	1 100	0,47
RDP lao	✓	✓		230,80	6,65	700	0,54
Samoa			✓	2,83	0,19	2 423	0,70
Tadjikistan		✓		139,96	8,01	435	0,62
Timor-Leste	✓			14,87	1,11	3 134	0,58
Tonga			✓	0,72	0,11	2 677	0,71
Turkménistan		✓		469,93	5,17	5 497	0,70
Tuvalu	✓		✓	0,03	0,01	2 640	-
Vanuatu	✓		✓	12,19	0,25	2 100	0,63

<sup>a</sup> Source: [www.unescap.org/stat/data](http://www.unescap.org/stat/data).

<sup>b</sup> Source: <http://hdr.undp.org/en/data>.

Tableau 2

**Progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement dans une sélection de pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et pays insulaires en développement du Pacifique**

Objectif	1	2	3	4	5	6	7
	Revenu, 1,25 \$ par jour	Insuffisance pondérale des enfants	Insuffisance du poids à la naissance	Accès à l'énergie électrique	Accès à l'énergie électrique	Revenu, 1,25 \$ par jour	Revenu, 1,25 \$ par jour
Afghanistan							
Arménie							
Azerbaïdjan							
Bangladesh							
Bhoutan							
Cambodge							
Iles Cook							
Iles Marshall							
Iles Salomon							
Kazakhstan							
Kirghizistan							
Kiribati							
Mongolie							
Myanmar							
Népal							
Ouzbékistan							
Papouasie-Nouvelle-Guinée							
RDP Lao							
Samoa							
Timor-Leste							
Tonga							
Turkménistan							
Tuvalu							
Vanuatu							
Asie-Pacifique							
Pays les moins avancés							
	En avance	En retard	Dans les délais	Pas de progrès/En recul			

Source: Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, Banque asiatique de développement et Programme des Nations Unies pour le développement, *Asia-Pacific Aspirations: Perspectives for a Post-2015 Development Agenda. Asia-Pacific Regional MDGs Report 2012/13* (Bangkok, 2013). Disponible à l'adresse: [www.undp.org/content/rbap/en/home/library/mdg/asia-pacific-mdg-2012-2013](http://www.undp.org/content/rbap/en/home/library/mdg/asia-pacific-mdg-2012-2013).



6. Dans leur ensemble, les pays les moins avancés n'enregistrent pas de bons résultats pour ce qui est de garantir une scolarisation primaire universelle ou faire en sorte que les enfants scolarisés aillent au terme de leurs études primaires. On ne dispose de données permettant de suivre les progrès accomplis dans la scolarisation primaire que pour huit des pays les moins avancés, dont trois n'atteindront pas leurs cibles. S'agissant des taux d'achèvement des études primaires, quatre des dix pays les moins avancés sur lesquels on dispose de données n'ont pas atteint à l'heure actuelle cette cible. Pour ce qui est de la parité dans l'éducation, des progrès satisfaisants ont été accomplis dans la mesure où la parité sera vraisemblablement assurée dans l'enseignement primaire et secondaire, mais pas dans l'enseignement supérieur.

7. En tant que groupe, les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les pays insulaires en développement du Pacifique reflètent la tendance de la région Asie-Pacifique concernant les objectifs en matière de santé. La région accuse un retard dans l'amélioration de la santé infantile et maternelle, les infrastructures de santé étant toujours insuffisantes pour répondre aux besoins. Ces pays, en tant que groupe, ne réaliseront pas non plus l'objectif qui consiste à réduire de deux tiers la mortalité des nourrissons et des jeunes enfants, et de trois quarts la mortalité maternelle. Ils ont toutefois enregistré plus de succès dans la lutte contre les principales maladies, comme la propagation du VIH/sida et de la tuberculose.

8. Pour ce qui est des cibles liées à l'environnement, la tendance de la région Asie-Pacifique reflète des réussites concernant la plupart des indicateurs, excepté dans le domaine d'un plus grand accès à de meilleurs services d'assainissement. Plusieurs pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et pays insulaires en développement du Pacifique ont été en mesure de suivre cette tendance sauf en ce qui concerne la couverture forestière, qui est actuellement dégradée plutôt que préservée. Même s'ils sont censés atteindre la cible ayant trait à l'accès à l'eau potable, sauf peut-être dans le cas de certains pays insulaires en développement du Pacifique, ils n'atteindront pas celle qui touche à l'assainissement. Les exceptions notables que l'on observe dans les résultats des pays les moins avancés en matière d'indicateurs environnementaux sont les suivantes: la République démocratique populaire lao et le Myanmar ont atteint la cible relative à l'assainissement; le Bangladesh, les Îles Salomon, Kiribati et le Timor-Leste n'atteindront pas celle qui touche à l'eau potable; l'Afghanistan, le Bangladesh, le Cambodge et Kiribati n'atteindront pas celle qui consiste à réduire les émissions de dioxyde de carbone; et l'Afghanistan, le Bhoutan, Kiribati, les Samoa, Tuvalu et Vanuatu parviendront à inverser la perte de couverture forestière.

9. Les résultats obtenus par les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les pays insulaires en développement du Pacifique se sont donc avérés très insatisfaisants. Vu les contraintes auxquelles ils sont confrontés, cela n'est guère étonnant. Pourtant, les Objectifs du Millénaire pour le développement ont été fondés sur le principe de la mise en place de partenariats mondiaux afin de surmonter les contraintes propres à ces pays et de les aider à atteindre leurs objectifs. L'Objectif 8 des Objectifs du Millénaire pour le développement a été fixé de manière à renforcer cette idée de partenariats mondiaux. Toutefois, les partenaires de développement mondiaux n'ont pas apporté l'appui qui était nécessaire.

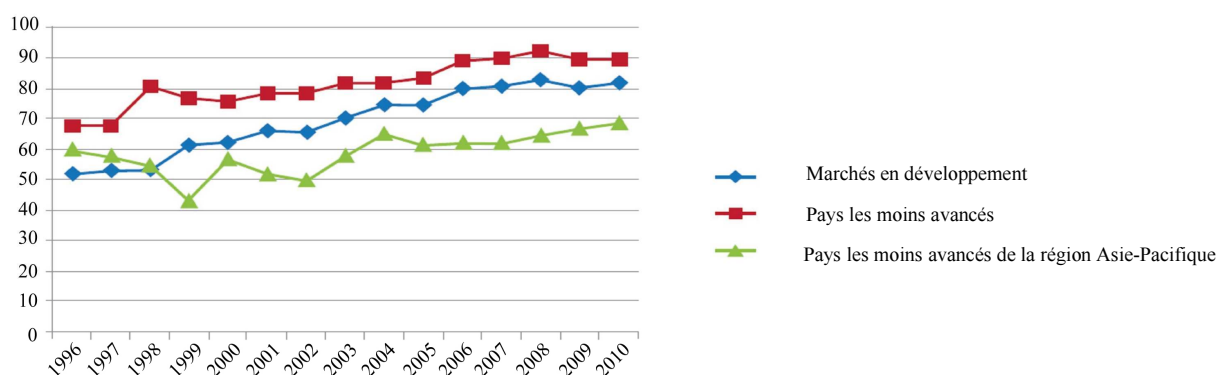
10. Pour ce qui est à la fois du commerce et de l'aide, les pays les moins avancés n'ont pas reçu l'appui nécessaire de la part de leurs partenaires



mondiaux. Même si l'accès aux marchés des pays développés en franchise de droits et hors quota a constitué un engagement important pris dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement, un tel accès en franchise de droits pour les pays les moins avancés de l'Asie et du Pacifique a été bien en deçà de celui accordé aux pays les moins avancés dans leur ensemble (69 % contre 82 %), et ce malgré l'élargissement de cet accès au cours des années. La figure 1 en est l'illustration.

Figure 1

**Importations en franchise de droits sur les marchés des pays développés pour quelques groupes de pays**  
(en pourcentage)



Source: Compilation à partir des données fournies par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Centre du commerce international et l'Organisation mondiale du commerce. Disponible à l'adresse: [www.mdg-trade.org/38.Table.aspx](http://www.mdg-trade.org/38.Table.aspx).

11. Les pays développés continuent de maintenir des barrières douanières – même si elles ont été réduites au fil des années – pour un ensemble de produits qui figurent en première place parmi les exportations des pays les moins avancés de la région Asie-Pacifique, comme les produits agricoles, les textiles et les vêtements. La période allant de 2004 à 2009 a vu un retrait progressif des quotas d'importation préférentielle concernant les textiles en provenance des pays les moins avancés. De plus, les barrières non tarifaires et les règles d'origine complexes nuisent aussi aux exportations des pays les moins avancés de la région Asie-Pacifique<sup>1</sup>. Dans ce contexte, il convient de mentionner que l'aide pour le commerce (destinée à accroître la capacité des pays les moins avancés à augmenter leurs exportations) s'est orientée vers les pays les moins avancés de la région Asie-Pacifique, ce qui est un signal positif. Pourtant, la part de cette aide mondiale destinée à la région Asie-Pacifique reste inférieure à celle d'autres régions en développement, la plupart de cette aide n'allant qu'à deux pays les moins avancés, à savoir l'Afghanistan et le Bangladesh.

12. L'aide publique constitue un autre instrument important d'appui aux pays les moins avancés de la région. L'un des principaux engagements pris par les pays développés à la Conférence internationale sur le financement du développement qui s'est tenue à Monterrey (Mexique) en 2002 était de consacrer 0,7 % du produit national brut à l'aide. Pour y parvenir, les flux d'aide ont augmenté en faveur des pays les moins avancés de la région Asie-Pacifique. En 2011, les pays les moins avancés ont reçu au titre de l'aide publique au développement (APD) un total de 44,6 milliards de dollars; pourtant, à l'exception de l'Afghanistan et du Bangladesh, la croissance de

l'APD a été moins importante que prévu. En 2010, les principaux bénéficiaires d'une telle aide parmi les pays les moins avancés de la région étaient l'Afghanistan (6,3 milliards de dollars) et le Bangladesh (1,4 milliard de dollars), suivis du Cambodge (818 millions de dollars) et du Népal (734 millions de dollars). D'autres pays parmi les moins avancés ont reçu une aide très réduite. De plus, le montant de l'aide reçue par les pays les moins avancés est faible par rapport aux besoins et si on le compare à d'autres régions. Ainsi, même si le montant de l'aide reçue par personne pauvre par les pays les moins avancés de la région et d'autres États entrant dans la « catégorie spéciale » était deux fois supérieur à celui reçu par les pauvres de la région dans son ensemble, cette aide par personne pauvre est largement inférieure à celle accordée à l'Amérique latine et aux Caraïbes, ainsi qu'à l'Afrique subsaharienne<sup>1</sup>.

### **III. Aller de l'avant: processus de consultation et résultats aux niveaux mondial et régional**

#### **A. Le processus mondial**

13. Consciente de la nécessité de poursuivre l'effort de développement international qui a été engagé par la Déclaration du Millénaire des Nations Unies<sup>2</sup> du 18 septembre 2000 tout en répondant aux nouveaux besoins de développement à l'échelon mondial, l'Organisation des Nations Unies a entamé un processus de consultation mondiale afin d'élaborer un nouveau programme de développement pour l'après-2015, qui prendra la suite des Objectifs du Millénaire pour le développement actuels.

14. Dans cette perspective, l'Organisation des Nations Unies a organisé la première grande réunion des parties intéressées lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, qui s'est tenue à Rio de Janeiro (Brésil) en juin 2012, enclenchant un processus intergouvernemental inclusif visant à définir un ensemble d'objectifs de développement durable<sup>3</sup>. Au cours de la Conférence, un accord s'est dessiné sur la nécessité d'établir des liens étroits entre ces deux processus pour parvenir à un programme mondial de développement pour l'après-2015 dans lequel le développement durable occupe une place centrale.

15. Le document final de la Conférence, « L'avenir que nous voulons<sup>4</sup> », s'est efforcé de répondre à toutes les priorités de développement mentionnées par les participants venus en très grand nombre du monde entier pour représenter tous les grands groupes de parties prenantes et qui, pour beaucoup, n'avaient pas les mêmes priorités. Le document a mis l'accent sur l'accélération de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement et a aussi remis au premier plan les priorités pour l'après-2015, en élargissant souvent la portée des indicateurs et en veillant à ce que les cibles soient plus ambitieuses.

16. Étant donné l'attention accordée par le programme de développement pour l'après-2015 aux objectifs environnementaux émergents, la portée du document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable dépasse celle des Objectifs du Millénaire pour le développement pour

<sup>2</sup> Voir la résolution de l'Assemblée générale 55/2.

<sup>3</sup> Voir *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, Rio de Janeiro, Brésil, 20-22 juin 2012* (A/CONF.216/16 et corr.1). Disponible à l'adresse: [www.uncsd2012.org/content/documents/814UNCSD%20REPORT%20final%20revs.pdf](http://www.uncsd2012.org/content/documents/814UNCSD%20REPORT%20final%20revs.pdf).

<sup>4</sup> Voir la résolution de l'Assemblée générale 66/288, annexe.

englober beaucoup d'autres thèmes, tels que la prévention et la gestion des catastrophes, ainsi que la promotion d'activités économiques plus durables. Le document final a aussi mis tout particulièrement l'accent sur les partenariats mondiaux de manière à souligner l'importance de la coopération régionale et du renforcement des flux Sud-Sud.

17. Suite à cette importante Conférence de juin 2012 et pour élargir encore le vaste mandat établi à Rio de Janeiro (Brésil), le Secrétaire général de l'ONU a nommé le Groupe de personnalités de haut niveau chargé d'étudier le programme de développement pour l'après-2015. Parmi les 27 membres qui le composent, on compte des représentants du secteur privé, du monde universitaire, de la société civile et des autorités locales. Le Groupe a publié son premier rapport en mai 2013<sup>5</sup>. S'il approuve dans les grandes lignes l'approche qui avait été adoptée à Rio de Janeiro, y compris l'élimination de l'extrême pauvreté, il fixe l'année 2030 comme objectif pour y parvenir. Dans son rapport, le Groupe a souligné qu'il convenait d'opérer cinq « réorientations transformatrices » pour l'après-2015:

a) *Ne laisser personne de côté.* Éradiquer l'extrême pauvreté sous toutes ses formes et assurer que chacun d'entre nous – indépendamment de son appartenance ethnique, sexe, situation géographique, handicap, race ou autre critère – jouisse des droits humains universels et des opportunités économiques les plus élémentaires;

b) *Placer le développement durable au cœur des débats.* Intégrer les dimensions sociales, économiques et environnementales de la durabilité;

c) *Transformer les économies pour créer des emplois et favoriser un mode de croissance inclusif.* Seule une transformation économique profonde peut éradiquer l'extrême pauvreté et améliorer les moyens de subsistance, en exploitant l'innovation, la technologie et le potentiel des entreprises privées;

d) *Construire la paix et créer des institutions efficaces, transparentes et responsables pour tous.* Vivre à l'abri des conflits et de la violence est le droit humain le plus fondamental, et la base essentielle qui permet d'établir des sociétés pacifiques et prospères. Parallèlement, on s'attend partout dans le monde à ce que les gouvernements soient honnêtes, responsables et réceptifs aux besoins des populations;

e) *Créer un nouveau partenariat mondial.* Un nouvel esprit de solidarité, de coopération et de responsabilité mutuelle doit être à la base du programme pour l'après-2015. Ce nouveau partenariat devrait reposer sur une compréhension commune de notre humanité partagée, en soutenant le respect mutuel et le partage des avantages. Un tel partenariat devrait être centré sur les personnes, y compris celles vivant dans la pauvreté et l'exclusion, les femmes, les jeunes, les personnes âgées, les handicapés ainsi que les communautés autochtones. Il devrait impliquer les organisations de la société civile, les institutions multilatérales, les autorités locales et nationales, la communauté scientifique et universitaire, le milieu des affaires et le mécénat privé.

18. La Conférence des Nations Unies sur le développement durable a également décidé de mettre en place un processus intergouvernemental

<sup>5</sup> *Pour un nouveau partenariat mondial: vers l'éradication de la pauvreté et la transformation des économies par le biais du développement durable. Rapport du Groupe de personnalités de haut niveau chargé du programme de développement pour l'après-2015* (New York, Nations Unies, 2013). Disponible à l'adresse: [www.post2015hlp.org/wp-content/uploads/2013/05/UN-Report.pdf](http://www.post2015hlp.org/wp-content/uploads/2013/05/UN-Report.pdf).

transparent et inclusif concernant les objectifs de développement durable, que l'Assemblée générale devra adopter. Les chefs d'État et de gouvernement ont décidé qu'il convenait de créer un groupe de travail ouvert qui présenterait à l'Assemblée à sa soixante-huitième session un rapport comprenant une proposition d'objectifs de développement durable.

19. Le Groupe de travail ouvert sur les objectifs du développement durable a été créé en janvier 2013<sup>6</sup> par l'Assemblée générale en vue de mener des débats et des consultations sur un large éventail de thèmes et de formuler une proposition d'objectifs de développement durable. De mars 2013 à février 2014, le Groupe a tenu huit sessions sur les thèmes retenus dans le document final précité.

20. Les coprésidents du Groupe de travail ouvert ont commencé à regrouper les résultats des consultations, qu'ils proposeront au Groupe de travail ouvert en vue de dégager un consensus sur un ensemble de domaines prioritaires. Ces domaines prioritaires reposent sur les trois défis les plus pressants auxquels l'humanité est confrontée, à savoir: l'éradication de la pauvreté; le développement inéquitable entre les États ainsi qu'en leur sein; et la protection de l'environnement.

## **B. Le processus de consultation régionale pour l'Asie et le Pacifique, y compris les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les pays insulaires en développement du Pacifique**

21. Parallèlement à ces consultations mondiales, la région Asie-Pacifique a aussi engagé un processus de consultation régionale qui a réuni les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les pays insulaires en développement du Pacifique; elle a aussi organisé deux grandes consultations consacrées spécifiquement aux pays les moins avancés à Siem-Reap (Cambodge) et à Bangkok.

22. Les consultations régionales jouent un rôle important pour comprendre les aspirations des pays les moins avancés et des pays en développement sans littoral de l'Asie et du Pacifique, ainsi que les pays insulaires en développement du Pacifique étant donné que ces pays ont été spécifiquement associés aux discussions, et les résultats ont aussi pris en compte leurs vues et suggestions. Les consultations régionales présentées ci-dessous ont été organisées – sous l'égide du partenariat régional CESAP/BAsD/PNUD pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement – en vue d'appuyer le programme de développement pour l'après-2015:

a) Conférence régionale sur les objectifs du développement durable, Manille, mai 2012;

b) Atelier sous-régional sur les Objectifs du Millénaire pour le développement et le cadre de développement pour l'après-2015 pour l'Asie centrale et l'Asie de l'Est, Almaty (Kazakhstan), septembre 2012;

c) Dialogue pour le Pacifique sur l'après-2015, Nadi (Fidji), octobre 2012;

d) Atelier sous-régional sur les Objectifs du Millénaire pour le développement et le programme de développement pour l'après-2015 en Asie du Sud-Est, Bangkok, novembre 2012;

<sup>6</sup> Décision 67/555 du 22 janvier 2013.

- e) Réunion régionale Asie-Pacifique sur la mise en œuvre du programme d'action d'Istanbul, Siem-Reap (Cambodge), décembre 2012;
- f) Atelier sous-régional en vue d'accélérer la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement et le programme de développement pour l'après-2015 pour l'Asie du Sud, Dhaka, janvier 2013.

Ces consultations ont réuni des représentants gouvernementaux et non gouvernementaux de chaque pays en développement, notamment des groupes issus de la société civile, des universitaires et les partenaires de développement des sous-régions concernées. Ces consultations ont réuni des représentants Les participants gouvernementaux et non gouvernementaux de chaque pays en développement, y compris les groupes de la société civile, le milieu universitaire et les partenaires de développement des sous-régions concernées, ont participé à ces consultations.

23. Sur la base de ces consultations régionales avec les parties concernées, la CESAP, la BASD et le PNUD ont établi un rapport régional<sup>1</sup>. Ce rapport a mis en relief les grands défis de développement suivants pour la région Asie-Pacifique:

- a) *La pauvreté et l'inégalité.* La région est confrontée à une extrême pauvreté généralisée et les inégalités se creusent, à la fois en termes de revenus et d'accès aux possibilités;
- b) *L'absence d'emplois décents et productifs.* La croissance de la région n'a pas créé suffisamment d'emplois et environ 60 % des travailleurs occupent des emplois peu productifs et précaires;
- c) *La persistance de la faim et de l'insécurité alimentaire.* La région compte 60 % de la population qui souffre de la faim dans le monde, le problème étant particulièrement aigu en Asie du Sud et parmi les femmes;
- d) *Les préjugés indéracinables à l'encontre des femmes.* Les femmes qui vivent dans la région continuent de souffrir de graves déficits en matière de santé et d'éducation, ont une espérance de vie faible et sont victimes de violences permanentes;
- e) *La limite des progrès en matière de santé.* Les soins de santé primaire restent médiocres, avec des taux de mortalité maternelle et infantile élevés. La progression des maladies non transmissibles fait désormais peser une menace grave;
- f) *La mauvaise qualité de l'éducation.* Même si la région a fait de grands progrès en matière d'éducation primaire pour tous, la mauvaise qualité de l'éducation est devenue un grand problème;
- g) *La montée de la vulnérabilité et de l'insécurité économique.* Les ménages sont confrontés à des risques accrus, liés à des facteurs tels que la fréquence de plus en plus grande des crises économiques, des catastrophes naturelles, des poussées inflationnistes, des changements climatiques, ainsi que l'exposition de plus en plus régulière aux maladies qui se propagent depuis les pays voisins. Il convient d'assurer une meilleure protection sociale dans la région – où plus de 60 % de la population ne bénéficie d'aucune protection en la matière;
- h) *La rapidité de l'évolution démographique.* Elle présente de nouveaux problèmes car si certains pays doivent faire face à une hausse de la proportion des personnes âgées, d'autres sont confrontés au défi d'une explosion démographique de la jeunesse;
- i) *L'urbanisation sauvage.* Du fait de l'urbanisation rapide et de l'exode rural considérable, la fourniture des services de base en milieu urbain

et l'établissement d'un environnement viable dans de telles zones sont des enjeux de plus en plus difficiles à relever;

j) *La surexploitation des ressources naturelles.* Les modèles de consommation et de production de la région sont de moins en moins durables et nuisent gravement à son environnement;

k) *L'exposition aux catastrophes.* La région est une des régions du monde les plus sujettes aux catastrophes et le nombre de ces dernières devrait augmenter à l'avenir;

l) *La menace grandissante des changements climatiques.* Elle se traduit par la multiplication de problèmes nouveaux qui vont des menaces pesant sur l'agriculture et la sécurité alimentaire à la montée du niveau des mers.

24. Pour relever ces défis de développement, le rapport régional propose d'inscrire dans le cadre du programme de développement les 12 objectifs suivants:

- La pauvreté zéro
- La faim et la malnutrition zéro
- L'égalité des sexes
- Un travail décent pour toute personne en âge de travailler
- La santé pour tous
- De meilleures conditions de vie pour tous
- Une éducation de qualité pour tous
- Des villes viables
- La responsabilité environnementale et la gestion des ressources naturelles
- La réduction des risques de catastrophe
- Des gouvernements réceptifs et responsables
- Des partenariats de développement solides et une réforme des structures de gouvernance mondiale

25. Outre la définition des priorités de développement et des objectifs connexes, les consultations régionales menées pour l'Asie et le Pacifique proposent d'adopter un ensemble de « principes directeurs » permettant d'élaborer le cadre du programme de développement pour l'après-2015. Un tel cadre devrait présenter les caractéristiques suivantes:

- a) reposer sur les trois piliers du développement durable – les piliers économique, social et environnemental;
- b) être soutenu par la croissance inclusive;
- c) être adapté aux besoins nationaux de développement;
- d) s'inscrire dans l'équité;
- e) s'appuyer sur des sources de financement identifiées;
- f) être fondé sur des partenariats;
- g) faire l'objet d'un suivi par des systèmes statistiques solides.

26. Les vues et perspectives régionales précitées reflètent, dans l'ensemble, les opinions des pays les moins avancés et des pays en développement sans littoral de la région Asie-Pacifique et des pays insulaires en développement du Pacifique, dans la mesure où elles intègrent des informations fournies par ces pays.

#### IV. Les consultations régionales et les grandes priorités de développement des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des pays insulaires en développement du Pacifique

27. Outre les consultations menées à l'échelon de la région Asie-Pacifique, auxquelles ont été associés les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les pays insulaires en développement du Pacifique, des consultations spécifiques ont été organisées avec la plupart d'entre eux pour recueillir leurs vues sur le programme de développement pour l'après-2015. La première de ces consultations s'est tenue à Siem-Reap (Cambodge), du 17 au 19 décembre 2012, et elle s'inscrivait dans le cadre des discussions visant à examiner les progrès réalisés dans la mise œuvre du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020<sup>7</sup> (Programme d'action d'Istanbul). Le dernier jour de la consultation de Siem-Reap, les débats ont porté sur le programme de développement pour l'après-2015. La deuxième consultation<sup>8</sup> a été organisée le 24 avril 2013 au siège de la CESAP pour débattre spécifiquement du programme de développement pour l'après-2015 avec les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement de la région Asie-Pacifique. Des fonctionnaires de ces groupes de pays ainsi que des représentants d'entités des Nations Unies, d'organisations non gouvernementales et des partenaires de développement ont participé à ces deux réunions. Les principaux messages et résultats<sup>9</sup> de ces consultations sont examinés ci-après.

##### A. Objectifs globaux et principes généraux

28. *Le développement des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement doit figurer au premier plan du futur programme de développement.* Les pays les moins avancés ont observé très tôt que leur développement était très insatisfaisant et qu'ils accusaient un grand retard par rapport aux autres pays en termes de développement économique et social; qu'ils continuaient de pâtir des contraintes imposées par leurs entraves géographiques et structurelles; et qu'ils étaient sujets à des catastrophes naturelles et à des chocs économiques fréquents qui aggravaient la vulnérabilité de leurs populations. Par conséquent, ils ont insisté pour que tout futur programme de développement place le développement des pays les moins avancés au premier plan de son ordre du jour.

29. *L'éradication de la pauvreté et de la faim, ainsi que la promotion du bonheur et du bien-être de toutes les populations.* Les pays les moins avancés souhaiteraient que cette conception globale devienne une réalité grâce à une

<sup>7</sup> Rapport sur la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, Istanbul (Turquie), 9-13 mai 2011 (A/CONF.219/7), chap. II.

<sup>8</sup> Réunion sur le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement de l'Asie et du Pacifique.

<sup>9</sup> Déclaration de Bangkok sur le programme de développement des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement de l'Asie et du Pacifique (résolution 69/3 de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, annexe). Document final de Siem-Reap: Réunion régionale Asie-Pacifique sur la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul, Siem-Reap, Cambodge, 17 et 18 décembre 2012. Disponible à l'adresse: [http://old.escap.un.org/pdd/calendar/CSN-AP-RegionalMeeting-IPoA-SiemReap-Dec2012/Siem-Reap-Outcome-Documents\\_Final.pdf](http://old.escap.un.org/pdd/calendar/CSN-AP-RegionalMeeting-IPoA-SiemReap-Dec2012/Siem-Reap-Outcome-Documents_Final.pdf).

croissance économique plus inclusive et plus équilibrée qui promeuve ces objectifs, tout en réalisant le développement durable (paragraphe 11 de la Déclaration de Bangkok).

30. *L'intégration des programmes d'action internationaux.* Les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les pays insulaires en développement du Pacifique ont également appelé à la mise en œuvre complète de tous les programmes d'action existants ayant été approuvés à l'échelon international et des résolutions générales qui font expressément référence à ces programmes afin de promouvoir leur développement. Ils souhaitent également que ces programmes d'action et ces résolutions générales soient intégrés au futur programme de développement, notamment les programmes ci-après:

a) Le Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020<sup>7</sup> a recensé huit domaines d'action prioritaires, chacun s'appuyant sur des résultats et des engagements concrets. Ces huit priorités en matière de développement sont les suivantes: i) capacité de production; ii) agriculture, sécurité alimentaire et développement rural; iii) commerce; iv) produits de base; v) développement humain et social; vi) crises multiples et nouveaux défis; vii) mobilisation de ressources financières pour le développement et le renforcement des capacités; et viii) gouvernance à tous les niveaux;

b) Le Programme d'action d'Almaty<sup>10</sup> définit les besoins des pays en développement sans littoral dans un document de synthèse, et c'est le premier programme à coordonner les efforts mondiaux pour traiter des besoins propres à ces pays. Le Programme d'action d'Almaty a recensé les grandes priorités ci-après en vue d'une action globale qui favorise le développement des pays en développement sans littoral: i) résoudre les problèmes fondamentaux liés aux politiques de transit des pays en développement sans littoral; ii) développer et entretenir les infrastructures; iii) développer et faciliter le commerce international en tant que moteur du développement pour les pays en développement sans littoral; iv) prendre des mesures d'appui international destinées aux pays en développement sans littoral; et v) examiner et suivre périodiquement l'action menée par les Nations Unies et d'autres partenaires des pays en développement sans littoral;

c) Le Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement<sup>11</sup> (Programme d'action de la Barbade) a examiné de manière approfondie les vulnérabilités économiques, environnementales et sociales de ces pays. Il a exposé une stratégie visant à atténuer ces vulnérabilités. C'est le premier programme approuvé à l'échelon international qui traite des petits États insulaires en développement, lesquels l'ont unanimement approuvé.

<sup>10</sup> Programme d'action d'Almaty: partenariats conçus pour répondre aux besoins particuliers des pays en développement sans littoral et créer un nouveau cadre mondial pour la coopération en matière de transport en transit entre les pays en développement sans littoral et les pays de transit (*Rapport de la Conférence ministérielle internationale des pays en développement sans littoral et de transit et des pays donateurs et des organismes internationaux de financement et de développement sur la coopération en matière de transport en transit, Almaty (Kazakhstan), 28 et 29 août 2003, (A/CONF.202/3), annexe I*).

<sup>11</sup> *Rapport de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement*, Bridgetown (Barbade), 26 avril-6 mai 1994 (publication des Nations Unies, numéro de vente: E.94.I.18 et rectificatif), chap. I, résolution 1, annexe II.



## B. Priorités pour le programme de développement pour l'après-2015

31. *Appui aux trois piliers du développement durable.* Un certain nombre de suggestions portant sur le cadre global du programme de développement pour l'après-2015 ont été faites. D'abord, les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les pays insulaires en développement du Pacifique ont soutenu l'idée d'un programme de développement qui soit basé sur les trois piliers du développement durable. Ils ont aussi estimé que le programme intégré basé sur les trois piliers du développement durable exigerait une coopération internationale de grande envergure en matière de science et de technologie, et que la répartition des charges devait être équitable, une attention particulière étant apportée au financement du développement dans ces pays.

32. *Adoption d'un cadre unique et unifié mais différencié afin de répondre aux besoins des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement.* C'est sur cette idée que la Déclaration de Bangkok a proposé « l'adoption d'un programme de développement mondial unique et unifié mais différencié et inclusif, qui répondra à la gravité des problèmes auxquels font face les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement<sup>12</sup> ». Le même point de vue a aussi été exprimé lors de la réunion de consultation sous-régionale du Pacifique.

33. De plus, les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement ont recensé 11 grandes priorités de développement, qui sont examinées ci-après.

### 1. Éradication de l'extrême pauvreté et de la faim

34. Cette priorité de développement – dont l'objectif est l'extrême pauvreté zéro ainsi que la faim et la malnutrition zéro – a aussi été soulignée par la région Asie-Pacifique dans son ensemble. Elle est particulièrement importante dans la mesure où l'on observe encore une pauvreté généralisée et persistante dans de nombreux pays les moins avancés et sans littoral. La pauvreté pluridimensionnelle est également endémique dans les États insulaires du Pacifique.

### 2. Promotion de la croissance inclusive, de la création d'emplois et d'un travail décent

35. À Siem Reap, les participants ont déclaré que si « la croissance économique est primordiale pour réaliser tous les objectifs de développement pour l'après-2015, la croissance doit cependant être inclusive et durable et elle doit remédier aux inégalités et aux disparités<sup>13</sup> ». On reconnaissait ainsi le fait que certains pays n'avaient pas atteint des taux de croissance satisfaisants, alors que d'autres, ayant connu une croissance relativement forte, n'avaient pas jugé que cette croissance était inclusive ou équitable.

36. Une des caractéristiques fondamentales de la croissance inclusive et équitable tient à sa capacité de créer des emplois à grande échelle, ce qui permet d'offrir un travail aux jeunes. Le modèle de croissance récent dans la région se caractérise par un nombre insuffisant d'emplois créés. Il s'agit d'un problème grave car bon nombre de ces pays connaissent des augmentations rapides de la population des jeunes. La création insuffisante d'emplois

<sup>12</sup> Résolution 69/3, annexe, par. 10.

<sup>13</sup> Voir le document final de Siem-Reap, par. 33.

décents et productifs les priverait non seulement d'un « atout démographique », mais risquerait aussi de menacer la stabilité sociale et politique, ce qui pourrait entraîner ces pays dans un cercle vicieux de croissance faible, de nombre insuffisant d'emplois, de pauvreté et d'instabilité.

37. Enfin, même lorsqu'on crée des emplois, ceux-ci concernent surtout le secteur urbain non structuré. Étant donné l'absence d'emplois décents dans les secteurs organisés et qui soient payés au moins le salaire minimum, de nombreux jeunes de la région abandonnent les métiers traditionnels et vont chercher un travail dans les villes, mais finissent par occuper des emplois mal rémunérés dans le secteur non structuré où les conditions de travail sont mauvaises.

### **3. Objectifs éducatifs qui mettent l'accent sur la qualité de l'éducation**

38. Les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement ont souscrit à la perspective régionale sur l'amélioration des résultats scolaires, en s'attachant en particulier à l'amélioration de la qualité de l'éducation. À Siem Reap, ils ont affirmé que « plusieurs autres domaines ont aussi besoin d'une attention renouvelée, notamment... les objectifs concernant l'éducation, en donnant une plus grande place aux aspects qualitatifs<sup>13</sup> ...» Toutefois, comme dans le cas de la région Asie-Pacifique dans son ensemble, leurs préoccupations concernant la qualité de l'éducation pourraient aussi s'étendre à tous les niveaux de l'enseignement, y compris le secondaire et le supérieur.

### **4. Résultats en matière de santé, y compris s'agissant des maladies non transmissibles**

39. Les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement ont défini comme une haute priorité du programme de développement pour l'après-2015 l'amélioration des résultats en matière de santé, l'accent étant mis sur les maladies non transmissibles. Comme dans la région dans son ensemble, les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les pays insulaires en développement du Pacifique ont aussi obtenu de très mauvais résultats concernant les indicateurs de santé des Objectifs du Millénaire pour le développement – preuve que l'offre de soins de santé de qualité pour tous reste un défi majeur. Outre les maladies classiques, les maladies non transmissibles sont également en augmentation. Les services et les infrastructures de santé sont encore très insatisfaisants dans la majorité de ces pays et le fait de les moderniser et de les rendre accessibles à tous représente un grand défi de développement qui doit être relevé après 2015.

### **5. Égalité des sexes et renforcement des capacités**

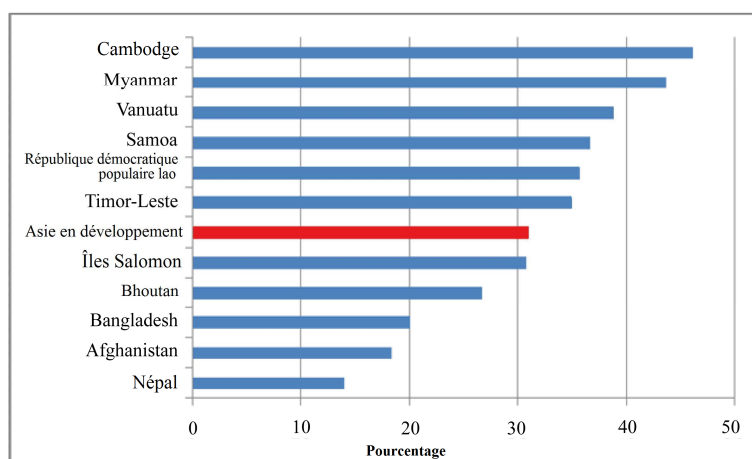
40. Les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement ont souligné qu'il fallait parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015. Si l'objectif de l'égalité hommes-femmes en matière d'accès à l'éducation a déjà été atteint par ces groupes de pays, ils accusent un grand retard en matière de parité dans l'enseignement supérieur. Outre la parité en matière d'accès à l'éducation, le résultat le plus difficile à atteindre est de réaliser l'autonomisation des femmes, réalisation pour laquelle ces pays et la région dans son ensemble sont encore très en retard.

41. Un bon indicateur du degré d'autonomisation des femmes est la mesure dans laquelle elles sont capables de participer au marché du travail en dehors de l'agriculture traditionnelle. Pour y parvenir, elles doivent se prévaloir d'une éducation, compétences et d'un environnement professionnel favorable et sûr. La figure 2 indique les niveaux actuels d'une participation au marché du travail de cet ordre pour les femmes de quelques pays les moins avancés de la région Asie-Pacifique, preuve que la plupart d'entre eux sont très en retard par rapport à la moyenne des pays en développement d'Asie et ce qui est particulièrement vrai pour les pays les moins avancés de l'Asie du Sud.

42. Outre une plus grande participation au marché du travail dans des domaines non traditionnels, on enregistre un plus grand nombre de femmes parlementaires et dans les échelons supérieurs de l'administration et du secteur privé, et elles jouissent davantage de droits en matière de santé procréative et à une vie sans violence. Tous ces domaines ont aussi fait l'objet de recommandations qui s'inscrivent dans une perspective régionale globale à laquelle adhèrent les pays les moins avancés.

Figure 2

**Part des femmes occupant un emploi salarié non agricole dans quelques pays les moins avancés (2011)**



Source: Nations Unies, Indicateurs relatifs aux Objectifs du Millénaire pour le développement (disponible à l'adresse: <http://mdgs.un.org/unsd/mdg/default.aspx>) et *Objectifs du Millénaire pour le développement, Rapport de 2011* (publication des Nations Unies, numéro de vente: E.11.I.10).

## 6. Gestion de l'évolution démographique et de l'urbanisation

43. Les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement ont également mis en évidence les défis que pose l'évolution démographique de leurs sociétés. Si le vieillissement de la population représente une difficulté pour certains pays les moins avancés, un problème plus large – et plus répandu – consiste à faire face à la rapidité de l'exode rural et de l'urbanisation. La croissance économique engendre une migration rapide à grande échelle des zones rurales vers les zones urbaines, laquelle se traduit par des difficultés sociales, humaines et environnementales majeures auxquelles il faut remédier. La ville de Dhaka en fournit un bon exemple: elle s'est rapidement développée au point de devenir une des plus grandes métropoles d'Asie.

44. Ainsi, le programme de développement pour l'après-2015 doit s'attaquer aux problèmes liés à l'urbanisation et aux migrations. Les migrations internes des campagnes vers les villes et la croissance de l'étalement urbain posent de graves défis en termes humains. Parmi eux, on compte le bien-être des migrants et de leurs familles, ainsi que la fourniture de services et d'infrastructures de base, sans oublier la réduction de la pollution urbaine, autant de conditions qui s'avèrent toutes décisives pour garantir une vie décente en milieu urbain.

## 7. Amélioration des infrastructures

45. Dans le document final de Siem Reap comme dans la Déclaration de Bangkok, l'accent a été mis sur l'importance des infrastructures. Pour de nombreux pays les moins avancés, en particulier pour ceux qui n'ont pas de littoral et pour les États insulaires, l'amélioration des transports et des communications joue un rôle décisif dans leur développement. Reconnaisant cet état de fait, les programmes d'action d'Almaty et de la Barbade ont fait des transports et des communications des éléments fondamentaux de leurs dispositifs. L'état des infrastructures dans les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement reste extrêmement médiocre.

46. Mis à part leur caractère indispensable pour la croissance, les infrastructures sont également essentielles pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Ainsi, l'accès aux écoles et aux centres de santé est impossible à défaut de bonnes routes. Le rapport régional 2011-2012 sur les Objectifs du Millénaire pour le développement<sup>14</sup> a montré qu'il y avait, par exemple, une forte corrélation dans la région entre les routes et la présence de personnel de santé qualifié en cas d'accouchement. Les infrastructures de distribution d'eau et d'approvisionnement en assainissement aident à améliorer la santé et l'hygiène, et elles contribuent donc d'une manière directe au développement humain et à la réduction des inégalités.

## 8. Expansion des capacités productives

47. Les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement ont mis en avant l'expansion des capacités productives dans le programme de développement pour l'après-2015, compte tenu des contraintes que des capacités limitées font peser sur leur croissance et leur développement. Les domaines où des améliorations sont nécessaires sont les suivants: la valeur ajoutée des secteurs d'activité s'appuyant sur l'exploitation des ressources naturelles; la diversification des capacités locales de production et d'exportation pour bénéficier d'un meilleur accès à la chaîne de valeur mondiale; les services des technologies de l'information et de la communication et l'approvisionnement en énergie primaire; et les réseaux de transport et de communication. L'augmentation des capacités productives, en particulier la croissance de la productivité de la main-d'œuvre et de la productivité totale des facteurs par des emplois diversifiés et décents, est fondamentale pour permettre à ces pays de remédier à leurs vulnérabilités actuelles, de favoriser la résilience ainsi que de promouvoir la croissance et le développement inclusifs et durables.

<sup>14</sup> Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, Banque asiatique de développement et Programme des Nations Unies pour le développement, *Accelerating Equitable Achievement of the MDGs: Closing Gaps in Health and Nutrition Outcomes. Asia-Pacific Regional MDG Report 2011/12* (Bangkok, 2012).

48. Pour réaliser ces objectifs de renforcement des capacités, des mesures essentielles ont été mises en avant, notamment: le renforcement des cadres de politique générale pour garantir un climat d'investissement stable, y compris en matière d'investissements étrangers directs, la croissance de la productivité et la diversification grâce à la modernisation industrielle et technologique; le développement rapide des infrastructures pour la croissance intérieure et la facilitation des exportations; le renforcement des partenariats internationaux, régionaux et Sud-Sud; et les enseignements à tirer auprès des pays qui transforment leurs économies, même en l'absence d'avantages comparatifs issus des ressources naturelles. Ces mesures nécessiteront la création d'un environnement macroéconomique favorable axé sur le développement, qui sera caractérisé par une mobilisation accrue des ressources nationales; l'exploitation des transferts de fonds depuis l'étranger afin de créer des capacités de production, de mettre en place des formations professionnelles et de développer l'esprit d'entreprise; la promotion de l'alphabétisation fonctionnelle et la création d'emplois productifs pour les jeunes; l'adoption de mesures destinées au développement de la chaîne de valeur pour gravir les échelons des chaînes de valeur locales, régionales et mondiales; l'amélioration de la gestion de la chaîne d'approvisionnement par le développement du réseau des fournisseurs et la modernisation des entreprises; et la promotion d'une mise en réseau efficace en vue de favoriser des activités de rapprochement entre acheteurs et fournisseurs qui soient profitables.

## **9. Meilleur accès au commerce des produits et des services, et création de mécanismes commerciaux**

49. Un meilleur accès au commerce des produits de base et des services, ainsi que le renforcement de leurs capacités d'exportations représentent les clefs du développement futur, et il convient d'en faire un domaine prioritaire dans le programme de développement pour l'après-2015. Le renforcement des échanges réduira aussi la dépendance vis-à-vis de l'aide et de l'allégement de la dette. Les économies des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des pays insulaires en développement se caractérisent par de grandes différences en matière de composition et de destination des exportations. Certains pays sont surtout des exportateurs de produits manufacturés, d'autres de services, alors que pour d'autres encore, l'accent est mis sur les produits primaires. Il faut relever ces défis distincts par le biais d'une aide au développement accrue qui soit centrée sur ces domaines. L'amélioration de la productivité agricole et des infrastructures physiques fait notamment partie des domaines prioritaires.

50. Un autre domaine important qui a été recensé est celui d'un meilleur accès au marché du travail pour leurs travailleurs migrants, en particulier des travailleurs peu qualifiés. Après les exportations de marchandises, les transferts de fonds depuis l'étranger s'avèrent être la deuxième plus grande source de flux financiers privés dans nombre de ces pays. Il faut miser sur un encouragement des transferts formels de fonds depuis l'étranger en réduisant les coûts par le jeu de la concurrence et en éliminant les autres obstacles, tout en mobilisant la diaspora par la mise en place de bases de données fiables et l'organisation de réseaux de connaissances pour faire jouer l'engagement. Il est aussi nécessaire de garantir la protection des droits des travailleurs migrants.

## **10. Promotion d'une gouvernance responsable et plus adaptée aux besoins des populations**

51. Une gouvernance responsable et plus adaptée aux besoins des populations aux niveaux local, national, régional et mondial a été retenue comme une grande priorité dans le futur programme de développement. Les pays touchés par un conflit ont également besoin d'approches qui soient adaptées à leur contexte pour agir en matière de sécurité, de gouvernance et de paix. Les pays en question ont fait de grands progrès au cours de la dernière décennie en matière de gouvernance, de protection et de promotion des droits de l'homme et de participation démocratique. Toutefois, pour aller plus avant, ils doivent renforcer les capacités humaines et institutionnelles afin de mettre en place des structures efficaces de gouvernance; améliorer la capacité de coordination des institutions internationales dans les domaines de la finance, du commerce et du développement; et participer efficacement aux dialogues internationaux et aux actions de développement en veillant à ce que leurs voix soient entendues, et prendre part aux prises de décision dans tous les domaines qui ont trait à leur développement. Ils auront besoin d'aide pour atteindre tous ces buts, y compris en matière de résolution des conflits et autres besoins propres à chaque pays.

#### **11. Protection du capital naturel, promotion de la croissance verte et lutte contre les changements climatiques**

52. À travers leur approche des questions environnementales, les pays les moins avancés ont réaffirmé leur conviction vis-à-vis des trois piliers du développement durable: les piliers économique, social et environnemental. Les domaines qui ont été particulièrement mis en avant sont les suivants: les défis croissants posés par les changements climatiques, comme la montée du niveau des mers, la désertification, la dégradation des sols et la perte de la biodiversité; la gestion des catastrophes naturelles et les mesures de réhabilitation; la protection du capital naturel; et la promotion de la croissance verte, y compris de l'énergie propre et d'autres modes de production et de consommation respectueux de l'environnement.

53. L'environnement est un facteur déterminant qui occupe une grande place dans la vie et l'économie des pays insulaires. Les questions environnementales étaient très présentes dans les recommandations qu'ils ont formulées pour le programme de développement pour l'après-2015 au cours des consultations organisées avec les pays insulaires du Pacifique<sup>15</sup>.

54. Le groupe polynésien a convenu que l'avenir qu'il voulait était un avenir de paix et de sécurité, dont les principales questions étaient la durabilité et la résilience au moyen des énergies renouvelables, les économies viables, l'adaptation aux changements climatiques et la viabilité écologique. L'avenir dont les participants de la Mélanésie ont convenu était en particulier axé sur la durabilité environnementale, la résilience aux changements climatiques et la croissance verte. Les principales questions pour la Micronésie étaient étroitement liées aux priorités mises en avant par la Mélanésie et la Polynésie. Comme on pouvait s'y attendre, les changements climatiques ont été considérés comme la principale priorité pour la sous-région.

55. À cet égard, la sous-région du Pacifique en tant que groupe a identifié plusieurs grandes priorités:

<sup>15</sup> Disponible à l'adresse: [www.worldwewant2015.org/file/284809/download/308788](http://www.worldwewant2015.org/file/284809/download/308788).

a) Il convient de replacer les objectifs environnementaux dans leur contexte. Outre les objectifs mondiaux, une place doit être réservée aux objectifs régionaux, sous-régionaux et nationaux, compte tenu de la nature particulière des petits États insulaires en développement;

b) Il existe déjà au niveau international de nombreux objectifs et mécanismes environnementaux qui devraient être intégrés au programme de développement pour l'après-2015;

c) Les défis environnementaux ne peuvent pas être relevés à un seul niveau. Il convient de promouvoir les notions fondamentales que sont l'adhésion de tous et la responsabilité collective s'agissant de mesures environnementales qui impliquent toutes les parties prenantes – le gouvernement, la société civile, le secteur privé et les citoyens.

d) Il faut accorder une attention particulière au renforcement des capacités de toutes les parties prenantes pour comprendre les enjeux environnementaux et leurs liens avec les activités sectorielles;

e) Les pays insulaires du Pacifique devraient utiliser les fonds consacrés aux changements climatiques de manière efficace et les associer au développement des infrastructures et aux autres activités d'adaptation susceptibles de favoriser la réalisation des objectifs du programme de développement pour l'après-2015;

f) L'océan Pacifique offre aux pays de la région d'énormes possibilités. Les ressources marines et océaniques pourraient être exploitées durablement en choisissant des politiques économiques vertes pour atteindre des objectifs sociaux et économiques. La protection, la préservation, la gestion et le développement des océans devraient figurer dans le programme de développement pour l'après-2015;

g) Assurer la sécurité énergétique est et sera de plus en plus important pour les pays insulaires du Pacifique. Pour y parvenir, des instruments de politique en faveur de la production d'énergie durable doivent être mis en place; il convient d'accroître l'accès à l'énergie (en particulier en Mélanésie); et l'approvisionnement en combustible et l'efficacité énergétique doivent être améliorés.

## **V. Partenariats internationaux et régionaux pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les pays insulaires en développement du Pacifique**

56. Les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les pays insulaires en développement du Pacifique ont tous souligné qu'ils avaient besoin d'un appui international pour parvenir à réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement et le futur programme de développement dont ils ont fait une priorité. L'un des principes fondamentaux de la Déclaration du Millénaire a été de promouvoir les partenariats internationaux pour aider, notamment, ces pays ayant des besoins particuliers qui ne pourraient pas réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement avec leurs seuls moyens. Dans ce contexte, la Déclaration de Bangkok a mis l'accent sur cette question, en particulier aux paragraphes 8 et 9:

8. Nous nous déclarons profondément préoccupés par le fait qu'en 2012, l'aide publique au développement (APD) fournie par les membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques a baissé de 4 % par rapport à 2011 et de 6 % par rapport à 2010 en valeur réelle. Nous sommes également inquiets du fait que l'APD

bilatérale nette en faveur des pays les moins avancés a chuté de 12,8 % en valeur réelle en 2012 par rapport à 2011, et de 3,4 % entre 2010 et 2011 dans le cas des pays en développement sans littoral. Nous sommes particulièrement alarmés par la tendance à la baisse de l'APD en faveur des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement de l'Asie et du Pacifique.

9. Nous sommes pleinement conscients qu'étant donné l'intensité des problèmes, la situation doit évoluer, et nous demandons à tous nos partenaires de développement de remplir leurs engagements, d'entreprendre des mesures énergiques et d'accorder une haute priorité aux pays les plus pauvres et les plus vulnérables, qui rencontrent de très grandes difficultés à faire des progrès malgré tous leurs efforts, en vue d'accélérer la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement au cours des deux années restantes.

57. Le document final de Siem Reap et la Déclaration de Bangkok ont défini un certain nombre de questions cruciales portant sur les partenariats pour l'avenir. En premier lieu, en matière d'APD, parallèlement à des niveaux de plus en plus élevés, il est nécessaire de lancer une restructuration de fond en comble et une réorientation des flux de l'aide vers les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral de la région Asie-Pacifique, et les pays insulaires en développement du Pacifique<sup>16</sup>. Dans le même temps, il importe d'améliorer la qualité de l'aide et d'accroître son impact sur le développement en s'appuyant sur les principes fondamentaux que sont l'appropriation nationale, l'harmonisation, la responsabilité mutuelle et la gestion axée sur les résultats. Pour ce faire, il faut aussi que l'aide par secteur soit alignée en fonction des objectifs de développement convenus au plan international et des priorités des pays. Pour renforcer l'efficacité de l'APD, ces pays doivent remédier aux lacunes des institutions et des structures de gouvernance en place, alors que les donateurs doivent accroître la prévisibilité de leur appui, réduire la fragmentation et investir dans des domaines en misant sur des objectifs nationaux à long terme.

58. Deuxièmement, il convient à l'avenir de renforcer le rôle des partenaires non traditionnels, outre ceux issus du secteur public. Cela englobe la société civile et le secteur privé, par exemple les fondations nationales et internationales. Toutefois, pour que le secteur privé joue un rôle plus important et plus responsable, il faut mettre en place les environnements institutionnels et politiques nécessaires. De même, les gouvernements doivent encourager activement la participation de la société civile et définir les rôles qu'ils peuvent assumer avec succès, de sorte que les ressources d'ensemble pour le développement puissent être augmentées à l'avenir.

59. Troisièmement, ils ont établi que la coopération régionale représentait un élément important dans le partenariat mondial pour le développement. Hormis l'aide de nouveaux donateurs régionaux, ils estiment que d'autres domaines de coopération régionale sont tout aussi décisifs, comme l'augmentation du commerce intrarégional, la mise en place d'une infrastructure régionale, la facilitation de flux de main-d'œuvre mutuellement bénéfiques, la promotion de flux régionaux pour des investissements à long terme et la lutte contre les transferts de fonds illégaux. À l'avenir, ils considèrent que la coopération Sud-Sud et la coopération régionale seront amenées à jouer un rôle bien plus important.

<sup>16</sup> De plus en plus d'éléments montrent que la plus grosse part de l'APD est actuellement destinée aux pays à revenu intermédiaire.



60. Enfin, les partenariats devaient aussi mettre l'accent sur un accès plus large au marché des exportations des pays les moins avancés et sur la facilitation des échanges.

## VI. Conclusions

61. Le monde se trouve à un stade crucial de son développement. L'élaboration du programme de développement pour l'après-2015 a suscité un grand élan. Il s'agit d'une opportunité non négligeable pour mettre fin à des privations à grande échelle et à des modèles de développement non durables. Le projet de développement ne saurait être envisagé comme un succès si l'on ne s'attelle pas toute urgence à ces questions.

62. L'heure est venue d'attirer l'attention de la communauté internationale sur les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les États insulaires en développement du Pacifique. Comme on l'a observé, les défis qu'ils rencontrent en matière de développement devraient attirer l'attention du reste du monde et figurer à la première place du futur programme de développement. La concrétisation des promesses faites par la communauté internationale aux pays les moins avancés, aux pays en développement sans littoral et aux pays insulaires en développement du Pacifique, et le fait qu'eux-mêmes aient redoublé d'efforts permettront enfin aux populations de ces pays d'atteindre les objectifs d'avenir qu'elles demandent à juste titre.

63. Les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les pays insulaires en développement du Pacifique représentent les pays économiquement les plus faibles de la région. Ils sont confrontés à plusieurs contraintes de taille – tant en termes de ressources financières que de capacités techniques et physiques – pour réaliser leur objectif qui consiste à éliminer la pauvreté et atteindre des niveaux minimums de développement humain et social acceptables grâce à leurs seuls efforts. Un nouveau programme de développement renforcé, avec l'appui de partenaires internationaux et régionaux, s'avère donc particulièrement déterminant pour eux.